

CHINE : PROFIT ET MODERNISATION SOCIALISTE

«Il y a dans le monde divers types de modernisations. Il y a la modernisation capitaliste, impérialiste, il y a aussi la modernisation révisionniste, social-impérialiste. Mais celle que nous voulons, c'est la modernisation socialiste, une modernisation que nous réaliserons en persévérant dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat.»

(Discours de Hua Guofeng à la conférence nationale sur les sciences - mars 1978)

AVEC la destitution des quatre, le CC du parti communiste chinois rendait publique la onzième lutte de lignes au sein de ce parti. En décembre dernier, la troisième session plénière du C.C. issu du onzième congrès a déclaré terminé, victorieusement pour l'essentiel, ce vaste mouvement de masse d'envergure nationale de dénonciation et de critique des quatre (1).

Quel a été l'enjeu de cette lutte politique ? Les dirigeants du P.C.C. sont unanimes : elle a porté essentiellement sur la tâche des quatre modernisations, c'est-à-dire, à cette étape de la révolution chinoise, sur la nécessité de créer les conditions socio-politiques pour qu'une voie socialiste de développement économique soit maintenue et renforcée ainsi la dictature du prolétariat. Tandis que le camarade Deng Xiaoping (Teng Tsiang-Ping) observe dans son discours à la «conférence nationale sur les sciences» qu'«à propos de la nécessité de cette modernisation s'est livrée une lutte aigue et acharnée entre nous et la bande des quatre» (*Beijing Information* N° 12 P. 10), le camarade Hua Guofeng (Hua Kuo Feng) précise : «Sans la chute des quatre, il

aurait été impossible d'entreprendre la modernisation socialiste ; or, si cette quadruple modernisation n'est pas menée à bonne fin, si notre retard économique et technique n'est pas résorbé, nous n'aurons pas les moyens de vaincre réellement le capitalisme à l'intérieur, ni de nous protéger à l'extérieur, d'une agression éventuelle du social-impérialisme et de l'impérialisme ; le régime socialiste et la dictature du prolétariat manqueront de stabilité (...). Les quatre modernisations sont donc inséparables de la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat».(2)

Alors que le mot d'ordre central des IX° et X° Congrès du PCC pendant la période de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne avait été «faire la révolution et promouvoir la production», les Quatre ont opposé l'une à l'autre et ont saboté la lutte pour la production, pour le développement économique au nom de la lutte des classes... (3)

L'écho de cette lutte a été et reste important dans notre pays, d'abord chez tous ceux qui aspirent et œuvrent à la perspective révolu-

1) Il faut se reporter au communiqué de ce troisième plénum publié dans P.I N° 52 (1978).

2) Discours à la «conférence sur le travail politique dans l'armée» P.I. n° 24 (1978).

3) Il est nécessaire de se reporter pour cette question à la partie du rapport politique de notre troisième Congrès : «La République Populaire de Chine» F.R. n° 4 P. 16 à 19.

tionnaire du socialisme, ensuite chez ceux qui la redoutent et craignent, plus que tout, cet exemple vivant de construction d'une société nouvelle que représente la République populaire de Chine dirigée par le parti communiste. Aussi, il n'est pas étonnant de constater que cette lutte autour de la modernisation socialiste, qui a coïncidé avec les morts de Zhou Enlai (Chou En-lai) et Mao Zédong (Mao Tsé-toung), a donné lieu à des interprétations extrêmement diverses et contradictoires.

Afin de rappeler ces interprétations qui toutes, à des degrés divers, alimentent les questions que se posent les travailleurs français sur la Chine et qu'ils ne manquent pas de nous poser, nous devons distinguer pour la clarté :

— En premier lieu, la position affirmant, au sein du PCC la victoire d'une ligne révisionniste de restauration du capitalisme sous la forme d'un capitalisme d'état : la presse bourgeoise «éclairée» pleure cette défaite de la ligne révolutionnaire d'un Mao Zédong qu'elle traitait de «bandit», de «rebelle» il y a quarante ans ! le correspondant du «Monde» à Beijing (Pékin) reste le meilleur représentant de ce point de vue : «La nouvelle direction chinoise élimine quelques uns des aspects les plus fondamentaux et les plus révolutionnaires du maoïsme». (4)

Paradoxalement, à l'extrême gauche, l'économiste marxiste Charles Bettelheim, ancien président des «amitiés franco-chinoises» dont il a démissionné au printemps 77, donne la version la plus élaborée de cette interprétation et n'hésite pas à proclamer : «la nouvelle direction du PCC est historiquement condamnée. Elle ne peut, à la longue, qu'essuyer des défaites comme le montre toute l'histoire du révisionnisme (...), car la voie dans laquelle la direction actuelle du PCC engage la Chine est la voie capitaliste». (5) Très vite, l'un de ses disciples, Patrick Tissier, lui emboîte le pas et conclut dans son article sur «les nouvelles voies de développement» que la Chine reste «une forme spécifique de capitalisme d'état». (6)

— En second lieu, la position observant la permanence d'une même ligne de développement économique socialiste en Chine depuis 1949. C'est là, entre autres, l'interprétation d'un économiste, membre des

«amitiés franco-chinoises», qui a fait plusieurs séjours en Chine. Il estime que : «la mise en place d'une ligne de développement économique socialiste aux conditions spécifiques (...) forgées pour l'essentiel dans les années qui ont précédé le «grand bond en avant» (1956 - 1958) est encore appliquée aujourd'hui en Chine» et il en conclut que «les grands débats politiques que la Chine a connus depuis 1949, et particulièrement les débats postérieurs à la mort de Mao Zédong, loin d'aboutir à un abandon des principes mis en avant par celui-ci une vingtaine d'années auparavant ont permis, semble-t-il, de les clarifier et de les mettre en application». (7)

— En troisième lieu, la position révisionniste telle que l'exprime un historien, «spécialiste» de la Chine du P«C»F qui voit, dans cette lutte au sein du PCC, la défaite de la ligne maoïste inadéquate aux «réalités» et aux «possibilités» de la Chine : «la vision volontariste de Mao du «grand bond en avant», le romantisme désordonné des débuts de la Révolution culturelle, le mépris pour les lois objectives de l'économie, tout cela a fait preuve de ses méfaits». Il va même jusqu'à estimer avec satisfaction que dorénavant pour le PCC, «c'est la production qui est l'arme de la révolution (...) le développement des forces productives est préalable à tout» ! (8)

Face à ce débat contradictoire sur l'avenir de la Chine tel qu'il apparaît aux travailleurs de notre pays, notre parti doit encore plus préciser la position qu'il a développée dans le rapport politique à son troisième congrès sur la onzième lutte de lignes au sein du PCC.

En conséquence, il doit continuer à s'interroger sur la question de la consolidation de la dictature du prolétariat en Chine, autrement dit sur la période de transition vers le socialisme. Cela correspond à une nécessité politique à une époque où, depuis l'apparition du révisionnisme moderne au sein du mouvement communiste international, le socialisme s'est parfois transformé en capitalisme d'état, la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie bureaucratique d'état, l'internationalisme prolétarien en social-impérialisme, en néo-colonialisme !

4) Le Monde (6 décembre 1978). Alain Jacob, dans un commentaire sur «La Chine après Mao», reprend explicitement et largement à son compte l'évaluation récente par Charles Bettelheim dans son livre : «Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung» publié chez Maspéro dans la collection qu'il dirige : Economie et socialisme».

5) P.116-117 du livre en question de Bettelheim.

6) Le Monde diplomatique de décembre 1978. P.15. Patrick Tissier avait publié chez Maspéro en 1976 : «La Chine : transformations rurales et développement socialiste».

7) Alain Lefebvre. Le système économique chinois, chez Privat (P. 14)

8) Il s'agit d'un article d'Alain Roux dans le numéro de mai 1978 d'«Economie et politique» et publié en novembre 1978 dans la revue de la documentation française (problèmes économiques) : «Le nouveau cours de la politique économique chinoise» (p. 5-7).

C'est donc une tâche politique, pour notre parti, de démontrer que le socialisme existe toujours en Chine, et que la lutte de classes continue toujours à s'y mener sous des formes différentes que sous la dictature de la bourgeoisie. Pour accomplir cette tâche, il lui faut, par l'étude, évaluer les efforts que déploient les camarades chinois pour guider cette lutte dans le sens des intérêts historique du prolétariat, à savoir la société sans classe. Il ne peut le faire qu'en s'assimilant le marxisme léninisme, le maoïsme afin de rendre compte de cette réalité contradictoire qu'est inévitablement la société de transition chinoise. C'est à cette condition qu'il sera plus capable de répondre aux questions des travailleurs qui nous interpellent au cours de notre travail militant sur la politique suivie par le PCC depuis la disparition de Mao Zédong.

Ce n'est pas dans le sens de l'accomplissement de cette tâche politique que vont nous sembler-t-il certaines des interprétations rappelées plus haut. C'est ce que cet article s'efforcera d'indiquer et d'établir. Pour le faire, nous nous proposons d'étudier, dans le cadre de la onzième lutte de lignes au sein du PCC, principalement le débat autour de la question du profit, règle intégrée aux lois économiques auxquelles il fait se conformer pour accélérer les quatre modernisations. Au préalable, nous aurons néanmoins eu le souci de rappeler la signification politique, selon le PCC, de la tâche de la quadruple modernisation et de préciser la réalité «tiers-mondiste» de la Chine, donnée objective dont ne peut pas ne pas tenir compte la révolution chinoise...

LA TACHE DES QUATRE MODERNISATIONS ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

«Le but de la dictature (du prolétariat) est de protéger le peuple tout entier dans son travail paisible qu'il poursuit pour

transformer la Chine en un pays socialiste doté d'une industrie, d'une agriculture, d'une science et d'une culture modernes».

(Mao Zédong. *De la juste solution des contradictions au sein du peuple. I. p.94. Quatre essais philosophiques. Beijing*)

Dès 1949, les troupes réactionnaires du Kuomintang défaites et la république populaire de Chine proclamée, Mao Zedong proposait au parti communiste de «transformer la Chine en un pays socialiste puissant et prospère d'ici la fin du siècle». En 1957, dans son essai «de la juste solution des contradictions au sein du peuple», il indiquait au parti comme tâche la modernisation de l'économie. Et dix huit ans plus tard, à la IV^{ème} Assemblée populaire, Zhou Enlai (chou En-lai) devait le rappeler : «sur instruction du président Mao, il fut indiqué dans le rapport sur les activités du gouvernement à la troisième assemblée populaire, qu'à partir du troisième plan quinquennal, le développement de notre économie nationale pourrait se concevoir en deux phases : (...) la deuxième permettrait de réaliser avant la fin du siècle la modernisation tant de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale que de la science et de la technique, de façon à porter notre économie nationale aux premiers rangs du monde» (9)

Que se passe-t-il donc au niveau du développement économique au début de 1975 ? Depuis 1970, le taux de croissance agricole n'est plus que de 2 % ou 2,5 % alors que de 1949 à 1969, il a connu une progression annuelle de 3,2 % (10). Ce taux d'une augmentation de 2 à 2,5 % par an de la production agricole, guère supérieure à la croissance démographique qui est de 2 % par an (11) devient GRAVEMENT INSUFFISANT par rapport aux nécessités politiques de constituer des réserves permettant de faire face à toute éventualité (agression du social-impérialisme et de l'impérialisme ou calamités naturelles) et d'améliorer comme l'exige la lutte pour le socialisme l'alimentation de la population tant urbaine que rurale : plus de 80 % des chinois habitent la campagne, environ les trois quarts vivent de l'agriculture (12), un chinois dispose de 306 à 324 kilos de grain par an en moyen-

9) Rapport sur des activités de gouvernement présenté par Chou En-lai à la IV^{ème} Assemblée populaire en janvier 1975 (P.81 Pékin).

10) Chiffres donnés par Alain Roux (article cité ci-dessus) et par Alain Lefebvre (ouvrage cité ci-dessus).

11) Chiffres donnés par Agence Chine Nouvelle du 23.9.1973

12) Gilbert Etienne. La voie chinoise. P.U.F. p. 215



Les 4 modernisations : une étape nécessaire dans le développement de la Chine

ne, ce qui donne environ 10 % de plus que le seuil minimum physiologique de 2 100 calories par jour et par personne (13). Cette situation préoccupante est reconnue par le camarade Deng Xiaoping (Teng Siao Ping) : «*quel est à l'heure actuelle le niveau de notre production et de notre technique ? Des centaines de milliers d'hommes se livrent à la production céréalière mais le problème de l'alimentation n'a pas été réellement résolu. Un agriculteur chinois ne produit, en moyenne, qu'une tonne environ de céréales par an alors qu'aux Etats Unis le rendement dépasse 50 tonnes*». (14)

Avec ces données élémentaires pourtant souvent oubliées en Occident, il est plus facile de comprendre pourquoi le problème du développement économique, selon une voie socialiste, devient à l'ordre du jour et constitue en ce qui concerne le parti une question politique majeure puisque la base matérielle de la transformation socialiste en dépend.

C'est ce que prend en compte résolument la ligne du XI^{ème} congrès du PCC qui fixe «*de poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat, de mener en profondeur les trois grands mouvements révolutionnaires, la lutte de classes, la lutte pour la production, la lutte pour l'expérimentation scientifique ; de faire de la Chine avant la fin du siècle, un grand pays socialiste puissant ayant réalisé la modernisation de l'agriculture, de l'indus-*

trie, de la défense nationale, des sciences et des techniques» (15). Alors que les lignes du XI^{ème} et du X^{ème} congrès du PCC commandaient de «*faire la révolution*» et de «*promouvoir la production*», la tâche de promouvoir la production est précisée par le XI^{ème} congrès à la suite de la liquidation politique des révisionnistes de gauche que furent Lin biao (Lin Piao) et les quatre qui «*ne font qu'un*» (16) : elle consiste à accomplir les quatre modernisations. Cette tâche devient en 1978 d'après le camarade Deng Xiaoping (Teng Siao Ping) : «*la tâche générale pour la nouvelle période*» (17), «*l'objectif grandiose*», «*la grande révolution*», «*la grande et nouvelle mission in, artie par l'histoire à la classe ouvrière*» (18).

Cette exigence est reconnue officiellement par la direction du PCC. depuis fin 1978, puisque le 3^{ème} plenum du CC issu du XI^{ème} congrès décide de «*centrer l'activité du parti sur la modernisation socialiste du pays, (...) tâche générale définie par notre parti pour la nouvelle période, (...) nouvelle longue marche*» (19).

La tâche des quatre modernisations devient donc exigence politique fondamentale, «*profonde révolution*», «*le point essentiel de la politique devant la nouvelle période de la révolution et de l'édification socialiste*» (20) car comme l'avait déjà mentionné dans son rapport à la V^{ème} Assemblée populaire en février 1978 le camarade Hua Guofeng (Houa Kouo-Feng), le sens

13. Alain Roux (*idem*) p. 12-13

14. Discours à la conférence nationale sur les sciences en mars 1978. P.I. n° 12 (p. 13-14).

15. Hua Guofeng. Rapport sur les activités du gouvernement à la V^{ème} Assemblée populaire en février 1978. Pékin p. 3

16. P.I. n° 17 - 1978 - p. 18

17. Discours à la conférence nationale sur les sciences. P.I. n° 12 (1978), p. 18

18. Discours au 9^{ème} congrès de la fédération des syndicats de Chine. P.I. (1978) n° 42

19. Voir P.I. n° 52 (1978) p. 10 - 11.

20. Voir P.I. n° 36 (1978) p. 11.

politique de la réalisation des quatre modernisations, c'est le renforcement de la dictature du prolétariat en Chine : « (...) réaliser les quatre modernisations dans le cadre de l'édification socialiste, c'est au premier chef, une tâche politique urgente. Sur le plan international, on voit qu'avec la rivalité acharnée entre les deux superpuissances ... Union soviétique et Etats Unis — en vue de l'hégémonie mondiale, la guerre finira tôt ou tard par éclater. Le révisionnisme soviétique n'abandonnera jamais son ambition de nous assujettir. Nous devons donc gagner du temps et accélérer le rythme de notre travail afin d'accroître notre puissance économique et notre capacité de défense nationale ; c'est ainsi seulement que nous pourrions faire face avec plus d'efficacité à une agression éventuelle du social-impérialisme et de l'impérialisme contre notre pays. Sur le plan intérieur, ce n'est qu'en réalisant **TRES RAPIDEMENT** les quatre modernisations socialistes qu'il sera possible de consolider sur une base nouvelle l'alliance des ouvriers et des paysans, d'accroître nos forces en vue d'assurer la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, la victoire du socialisme sur le capitalisme ; qu'il sera possible d'améliorer continuellement les conditions de vie matérielle et culturelle du peuple, de réduire graduellement les trois différences essentielles (entre villes et campagnes, ouvriers et paysans, travail manuel et travail intellectuel), de consolider suffisamment la dictature du prolétariat pour prévenir une restauration du capitalisme » (souligné par nous - édition de Beijing (Pékin) p.23 24)

Ainsi, dans les conditions actuelles de la révolution chinoise, le lien d'interdépendance entre la tâche économique des quatre modernisations et le renforcement politique de la dictature du prolétariat se trouve donc clairement établi par le camarade Hua Guofeng (Houa Kouo-Feng), mais la condition fondamentale pour accélérer les quatre modernisations, indique t-il, reste de « persister à axer tout le travail sur la lutte des classes ». (idem - p.24) autrement dit, à maintenir l'orientation de la modernisation sur la voie socialiste, étant donné que les quatre modernisations ne comportent en elles-mêmes aucune marque de classe ou encore restent neutres au regard de la lutte des classes (21) :

— d'une part, une puissante dictature du prolétariat permet aux travailleurs de déterminer collectivement les conditions de la production et de contrôler l'orientation socialiste dans la réalisation des quatre modernisations ;

— d'autre part, en retour, celles-ci contribuent à renforcer la dictature du prolétariat sous les aspects suivants :

« 1^o (...) accroître la force de la classe ouvrière : ses rangs grossiront, si l'industrie se développe rapidement et si l'agriculture s'industrialise ;

2^o (...) consolider l'alliance des ouvriers et des paysans : cette alliance sera plus forte, si l'industrie fournit davantage de machines à l'agriculture, et si l'agriculture lui procure un soutien plus important ;

3^o (...) renforcer la propriété socialiste dans les villes et les campagnes élever progressivement le niveau de propriété collective de l'agriculture et transformer enfin les deux sortes de propriété publique (l'actuelle propriété collective du peuple travailleur et la propriété d'état) en une seule propriété du peuple entier ;

4^o (...) fortifier considérablement la base matérielle de la dictature du prolétariat ;

5^o (...) améliorer progressivement la vie matérielle et culturelle des masses populaires et élever, parmi elles, le prestige de la dictature du prolétariat, de sorte qu'elles seront plus attachées à notre parti et le soutiendront plus énergiquement encore ;

6^o (...) réduire l'écart entre villes et campagnes, entre ouvriers et paysans entre travail intellectuel et travail manuel, créant ainsi les conditions nécessaires pour le passage au communisme. La réalisation des quatre modernisations réduit l'écart entre les ouvriers et les paysans et pousse les ouvriers et les paysans à s'intellectualiser et les intellectuels à se rapprocher des ouvriers. Alors les écarts entre travail intellectuel et travail manuel, villes et campagnes, seront réduits ». (22)

Pour conclure sur ce point, l'enjeu de la onzième lutte de lignes au sein du PCC a été la nécessaire détermination des conditions socio-

21. « Nous devons suivre inébranlablement la voie socialiste pour atteindre ce grand objectif : réaliser les quatre modernisations. Celles-ci ne comportent en elles-mêmes aucune marque de classe. Mais les conditions socio-économiques propres à les réaliser dénotent, elles, un caractère de classe. » } P.I. n° 20. 1978. « La Chine est entrée dans une ère nouvelle. p. 7)

22. P.I. n° 20 (1978). Idem p. 8

économiques d'une voie de développement socialiste pour la Chine, c'est à dire, dans la période actuelle, la prise en compte d'une donnée objective qui, si elle était négligée conduirait inévitablement dans les faits à une ligne politique de restauration d'une voie capitaliste de développement : l'économie arriérée et en voie de développement d'un pays qui n'a cessé d'affirmer son appartenance au tiers monde...

LA CHINE ET SON APPARTENANCE AU TIERS MONDE

« (...) La Chine se trouve encore parmi les pays pauvres et arriérés du monde, du point de vue de la productivité du travail et du revenu moyen par habitant ». (Editorial du *Renmin Ribao* du 1^{er} octobre 1978. P.I. n° 40 page 9).

Tout effort d'analyse de la ligne politique suivie par le Parti communiste chinois en matière d'édification économique qui ne partirait pas

de cette donnée fondamentale, à savoir l'appartenance de la Chine au Tiers Monde, manquerait son objet, deviendrait une analyse superficielle, incapable de saisir le lien à établir entre la tâche du développement économique et cette situation concrète.

Nous devons donc éviter ce piège dans lequel tombent si facilement les mass-média et l'intelligentsia des métropoles impérialistes !

Examinons donc la «réalité» de cette appartenance de la Chine au Tiers Monde :

Quelle est la situation économique en 1949 au moment de la proclamation de la République populaire de Chine ?

Elle est catastrophique :

- La production industrielle ne dépasse pas 56 % des meilleures années précédentes. L'inflation atteint un rythme galopant. En outre, un très important artisanat subsiste dans les campagnes, les gros bourgs et même les villes. En 1954 par exemple, 20 millions de personnes seraient occupées dans ce secteur et leur production correspondrait à 20 % du total assuré par l'industrie. (23)

Quelle est donc la production industrielle ?

(24)	Maximum avant 1949	1949	1952
Fonte (milliers de tonnes)	1800 à 2131 (1942)	246	1900
Acier (milliers de tonnes)	920 (1943)	158	1350
Charbon (milliers de tonnes)	61900 (1942)	31000	66500
Ciment (milliers de tonnes)	2190 (1942)	660	2860
Files de coton (milliers de balles de 180 kg chacune)	2450 (1942)	1803	3620
Electricité (millions de kilowatts/heure)	6000 (1941)	4310	7300

23. *La voie chinoise.* Gilbert Etienne. P.U.F. p. 103-104

24. *The socialist transformation of the national economy,* Beijing, 1969. P. 69. Hsüch Mu-chiao, Su Hsing, Lin Tsi-li.

(25)	Production chinoise (1952)	Production indienne (1951)
Charbon (millions de tonnes)	66	32,8
Acier (millions de tonnes)	1,35	1,47
Pétrole (millions de tonnes)	0,4	rien
Ciment (millions de tonnes)	2,86	2,73
Engrais chimiques (millions de tonnes)	0,04	0,02
Automobiles et camions (milliers d'unités)	rien	16
Bicyclettes (milliers d'unités)	rien	0,1
Electricité (milliards de Kwh)	7,2	5,3

Aussi, pour éviter de confondre reconstruction et développement économique, nous devons partir non pas de 1949 mais de 1952.

Or, si l'on compare à la même époque avec le pays du Tiers Monde qui s'apparente le plus à la Chine, on constate un tableau assez proche de celui de l'Inde en chiffres absolus en ce qui concerne la production industrielle.

Mais sur le plan des chemins de fer et des routes, la Chine se trouve loin derrière le Pakistan occidental et l'Inde. Cette dernière dispose de plus du double de voies ferrées pour un territoire à peine inférieur à l'ancienne Chine des dix huit provinces. Elle bénéficie également d'environ deux fois plus de routes.

— Dans le domaine agricole, les inondations par suite d'un arrêt presque total des travaux d'entretien et d'aménagement hydraulique couvrent 30 à 40 % de la surface cultivée. L'agriculture a peine à sui-

vre la croissance pourtant faible de la population. A différentes reprises, dans l'entre-deux guerres, la Chine doit importer des céréales pour faire l'appoint. Quant à la modernisation des techniques, elle est pratiquement inexistante. L'usage des engrais chimiques se réduit à zéro. L'utilisation des pompes, des stations de pompage, des puits est très faible, et les pesticides font défaut (26).

La Chine produit en 1949 103 millions de tonnes de céréales.

Quelle a donc été l'évolution des principales productions chinoises de 1949 à 1977 (en millions de tonnes) ?

Au sujet de ce tableau, nous pouvons faire deux séries de remarques :

(27)	1949	1957	1965	1970	1974	1976	1977
Céréales	103	185	220	275	275	295	295
Coton	0,44	1,64			2,50	3,3	3,4
Acier	0,158	5,35	11	18	26	20	25
Charbon	3,24	130	220	300	420	450	495
Pétrole	0,121	1,46	10	20	65	88	95
Engrais chimiques	0,03	0,63	9	14	25	30	42
Electricité (milliard de Kwh)	0,431	1,93	42		120	130	143

25. La voie chinoise, *idem*. P. 337

26. *Idem*. P. 103-104

27. Le système économique chinois. *Idem*. P. 212

1. En ce qui concerne l'agriculture, il faut se souvenir que la progression annuelle de 1949 à 1970 a été de 3,2 %. Depuis cette date, le croît annuel tombe à 2,5 % ou 2 %. On observe ainsi que l'agriculture stagne gravement : 275 millions de tonnes de céréales en 1974, 295 millions de tonnes en 1976 et la même quantité en 1977 ! La presse du parti s'inquiète de cette situation : « Avec des champs qui représentent à peine 7 % de la surface cultivée du globe, notre agriculture nourrit une population qui dépasse un cinquième de la population mondiale (...). La production céréalière ne s'est pas accrue rapidement et pendant de longues années, la moyenne par habitant a plafonné autour de 300 kg de grains. La production est instable et la différence est énorme entre les bonnes et les mauvaises années. Avec des récoltes abondantes, on possède un peu de surplus et avec des récoltes ordinaires, on parvient à peine à se suffire. La production de cultures industrielles ne peut satisfaire les besoins croissants de l'édification économique et de la population.

(...) Dans la mécanisation agricole, notre écart avec le niveau mondial est assez important et celui dans la productivité est encore plus frappant. Par exemple, le total des heures de travail nécessitées pour un mou (0,067 ha) planté de blé est en moyenne d'une demi-heure aux Etats-Unis, de 1,7 heure en France et de 80 à 100 heures en Chine (28). »

C'est le renforcement de la dictature du prolétariat qui est ici en jeu, c'est-à-dire la question de l'alliance des ouvriers et des paysans et de la diminution graduelle de l'écart entre ville et campagne, ouvriers et paysans.

Aussi le PCC, pour consolider cette alliance et diminuer cette différence, prévoit une hausse annuelle de 4,5 % de 1978 à 1985 dans le cadre de la modernisation socialiste.

2. En ce qui concerne l'industrie, alors que la progression annuelle avait été de 11 % de 1949 à 1970, elle est de 8 % depuis cette date.

Or, si l'on observe l'année 1976, la progression annuelle tombe à 4 % (29). Cette baisse de la progression annuelle est due aux interférences et aux sabotages de la bande des Quatre. De 1974 à 1976,

comme le note le camarade Houa Gouofeng : « (...) Notre économie nationale se trouvait presque au bord de la ruine. » (30) : 3,5 % pour le charbon, 10 % pour le pétrole brut, - 20 % pour l'acier, 9 % pour l'électricité.

C'est pourquoi la presse chinoise observe qu'« en raison des perturbations et du sabotage de Lin Piao et des Quatre, l'écart entre la Chine et les pays avancés s'est fait plus grand. » (31).

Mais en 1977, la rectification s'opère largement dans l'industrie puisque, d'après les chiffres donnés par l'agence Chine nouvelle de décembre 1977, nous avons :

- pétrole : 95 millions de tonnes, soit 8 % par rapport à 1976.
- énergie électrique : 143 milliards de Kwh, soit +9,8 %.
- charbon : 495 millions de tonnes, soit +10,2 %.
- acier : 25 millions de tonnes, soit +11,5 % par rapport à 1976.

Et, pour aider l'agriculture, base de l'économie, la priorité est accordée à la production industrielle destinée à l'agriculture : les engrais chimiques avec 37 millions de tonnes, dues notamment au démarrage de treize grandes usines d'engrais azotés importées (3,7 millions de tonnes) ont crû de près de 32 % par rapport à 1975 et les tracteurs (110 000 motoculteurs et 250 000 en unités de 15 CV) ont connu une croissance de 37 % depuis 1975...

En outre, afin de consolider l'alliance entre ouvriers et paysans et réduire graduellement cet écart entre développement agricole et développement industriel, le PCC propose un taux de croissance annuelle dans l'industrie de 10 % de 1978 à 1985 (32) dans le cadre de la modernisation socialiste.

La modernisation socialiste se présente donc comme une rectification politique qui prend la lutte de classes comme axe et qui, à cette étape de la révolution chinoise, vise à transformer cette réalité.

LE PROBLEME DU «PROFIT» DANS LE CADRE DE LA 11^e LUTTE DE LIGNE AU SEIN DU PCC

« (...) La compréhension des lois de l'édification socialiste doit

28. Voir P.I. n° 23 (1978) : «Moderniser l'agriculture» p. 5-6.

29. Tissier. Le Monde diplomatique de décembre 1978. (p. 14).

30. Rapport sur les activités du gouvernement, à la V^e Assemblée populaire. P.I. n° 10. P. 11 (1978).

31. Voir P.I. n° 26 (1978) : «Moderniser l'industrie». P. 8

32. Tissier. Idem.

passer par tout un processus. Nous devons partir de la pratique, passer de l'inexpérience à l'expérience, d'une expérience assez restreinte à une expérience plus étendue; passer de ce règne de la nécessité, encore inconnu — la construction du socialisme — en surmontant progressivement notre cécité, à la pénétration des lois objectives qui nous fait acquérir la liberté accomplissant ainsi un bond dans notre connaissance jusqu'au règne de la liberté (...). Nous n'avons pas d'expérience pour ce qui est de construire une économie socialiste.» (Conférence de travail élargi, convoquée par le CC du PCC en janvier 1962. Mao Zedong. F.R. n° 3 (nouvelle série). P. 51).

Le profit réalisé par une unité de production et à verser à l'État, dans le cadre du développement de l'économie socialiste, est une règle rappelée avec vigueur, depuis la destitution de la «bande des Quatre», par le PCC.

Le nouveau «projet de résolution sur certains problèmes concernant l'accélération du développement industriel» publié en avril dernier par le CC, la formule parmi les objectifs économiques et techniques dans «huit domaines» pour contrôler le travail des entreprises (33). Ce faisant, le PCC s'est attaché à préciser et à développer l'ancien «projet des règles en 70 points pour les entreprises industrielles d'État» tel qu'il avait été promulgué en 1961 par son Comité central. (34).

Du débat important qui a eu lieu autour de cette question, il ressort que cette règle, pour être comprise et appliquée correctement dans le système politique et social de la dictature du prolétariat, doit être rapportée :

— d'une part, à la loi économique de l'unité des intérêts de l'État, des entreprises et des individus puisque «le bon fonctionnement d'une entreprise profite à l'État comme à son personnel et à ces dirigeants (...)» et que «lier directement l'intérêt de l'État à celui des collectivités et des individus nous permet d'inciter ceux-ci à se préoccuper, sous l'angle de leurs intérêts matériels, de l'accomplissement du plan d'État et des résultats économiques de leurs entreprises.» (35).

— d'autre part, à la loi économique du développement planifié et équilibré, puisque «lorsque nous élaborons un plan et au cours de son exécution (...), nous devons aussi veiller à ce que toutes les entreprises (y compris celles de l'industrie de la défense nationale) pratiquent scrupuleusement (...) une stricte autonomie financière, réduisent le coût de la production unitaire et élèvent la productivité et le taux de profit par rapport aux investissements». (36).

Aussi, sous le contrôle du parti et dans le cadre du plan unifié d'État, des mesures différenciées doivent être prises par rapport aux résultats économiques des entreprises. En effet, «les responsabilités économiques de l'État et des entreprises doivent être nettement délimitées». (37). C'est pourquoi on ne peut pas traiter de la même façon les entreprises qui fonctionnent bien et celles qui fonctionnent mal, celles qui réalisent des profits et celles qui subissent des pertes : les usines qui remplissent leurs tâches doivent être récompensées tandis que les usines et les personnes qui ne les remplissent pas «doivent assumer une part de leurs responsabilités économiques» et «leurs dirigeants doivent être passibles de peines et d'amendes et on doit les remplacer par de nouveaux dirigeants» (38).

A quoi revenait la position des «Quatres» sur la question du profit ?

Celle-ci se trouve exposée non systématiquement dans deux opuscules rédigés en 1975 (39). On peut la résumer ainsi :

La réalisation des profits par les entreprises est une règle de gestion capitaliste et l'employer comme une méthode de gestion, sous dictature du prolétariat, conduit inévitablement à une restauration progressive du capitalisme. En effet, celle-ci renforce nécessairement l'économie de marché et consolide le droit bourgeois qui lui correspond puisqu'elle tend à stimuler la concurrence entre les entreprises et la compétition entre les travailleurs, à accentuer ainsi les inégalités entre les régions et les individus au niveau

33. Il s'agit des responsabilités que les entreprises assument envers l'État : le volume de la production; la variété des produits; leur qualité; la consommation des matières premières; la productivité du travail; le coût de la production; les profits et dépenses destinées au capital circulant. (P.I. n°46 : «Se conformer aux lois économiques pour accélérer les quatre modernisations. P. 21).

34. *Idem.* P. 21

35. Voir P.I. n° 46. *Idem.* P.22

36. *Idem.* P. 18

37. *Idem.* P. 21

38. *Idem.* P. 22

39. «De la base sociale de la clique anti-parti de Lin Piao», de Yao Wen-yuan (Editions de Pékin - 1975); «De la dictature intégrale sur la bourgeoisie», de Tcheng Tchouen-kiao (Editions de Pékin - 1975).

de la répartition et par conséquent, à reproduire les rapports de production capitalistes, c'est-à-dire la division capitaliste du travail : «*Il faut bien voir que notre infrastructure économique n'est pas encore solide, que le droit bourgeois (...) se manifeste encore sérieusement dans les rapports entre les hommes et qu'il occupe une position dominante dans la répartition*» (41). Aussi, «*si on veut consolider, élargir et raffermir le droit bourgeois et la part d'inégalité qu'il entraîne, un phénomène de polarisation se produira inévitablement, c'est-à-dire que dans le domaine de la répartition, une minorité de gens s'empareront d'une quantité toujours croissante de marchandises et de monnaie par certaines voies légales et de nombreuses voies illégales. On assistera alors au déferlement des idées capitalistes de la richesse, du renom et du gain personnel, éveillées par ce «stimulant matériel»*» (42).

C'est pourquoi l'application de cette méthode de gestion, dans la mesure où elle restaure progressivement l'économie de marché et élargit l'influence de l'idéologie bourgeoise qui la reflète, revient à suivre concrètement une ligne «révisionniste» dans l'édification économique en plaçant «le profit au poste de commandement» comme les révisionnistes soviétiques, et détourne ainsi de la lutte contre la bourgeoisie : «*Autrement dit, si au lieu de détruire totalement tous les «villages fortifiés» de la bourgeoisie, on en conserve quelques-uns et qu'on la laisse à nouveau élargir ses effectifs, n'est-ce pas préparer les conditions de la restauration du capitalisme et faire de la dictature du prolétariat un paravent de la bourgeoisie nouvellement engendrée ?*» (43). Il s'agit «*d'un délit d'incitation sur le plan politique*» (44).

Quelle est donc l'évaluation d'une telle position par le CC issu du 11^e Congrès du PCC ?

Le camarade Houa Guofeng, dans son discours à la «Conférence nationale sur les finances et le commerce» le 7 juillet 1978, souli-

gne à ce sujet qu'il est urgent de comprendre que «*beaucoup de points fondamentaux concernant ce qui est juste et ce qui ne l'est pas dans l'activité économique ne sont pas encore clairs pour de nombreux cadres et pour les masses*» et qu'«*un tas de problèmes restent à régler en matière de gestion*». Il mentionne l'exemple de l'industrie et constate : «*Les entreprises existantes ont encore une bonne marge de capacité de production qui n'est pas suffisamment mise en valeur et elle recèle des potentialités encore considérables. La plupart des entreprises souffrent d'une faible productivité, d'une quantité médiocre des produits, de coûts de production élevés, de bénéfices trop modiques et d'une circulation des capitaux trop lente. Une partie de ces entreprises continuent de tourner à perte*» (45).

Or, selon le camarade Hua Guofeng (Hua Kuo-Feng), si ce problème du profit, entre autres, n'est pas compris, le parti se trouvera dans l'incapacité de dresser effectivement le bilan de son expérience en matière d'édification économique, c'est à dire dans l'impossibilité d'acquitter la tâche centrale de la période, celle de la modernisation socialiste.

En effet, à cause des conceptions erronées des quatre sur la nécessité de réaliser des bénéfices dans des entreprises socialistes, «*beaucoup d'entreprises et de cadres ont longtemps eu peur d'aborder le problème du profit*». Aussi insiste-t-il pour que l'ensemble du parti «*comprenne la gravité de ce problème*». (46)

Sur quoi repose la confusion théorique opérée par les quatre sur ce problème du profit ? (47)

1. D'abord, sur une non distinction entre le profit d'une entreprise socialiste et le profit d'une entreprise capitaliste.

En effet, il est nécessaire, pour saisir cette confusion, d'établir une différence de nature entre l'accumulation capitaliste qui se fonde sur la «plus-value» et l'accumulation socialiste qui se fonde sur le «sur-travail».

● En premier lieu, l'accumulation capitaliste se traduit par l'accumulation du capital. Cette accumulation provient de la forme capitaliste du sur-travail, la plus value extorquée à la classe ouvrière par la

40. Tchang Tchouen-kiao. P. 15.

41. Tchang Tchouen-kiao. P. 15

42. Yao Wen-yuan. P. 7-8

43. Tchang Tchouen-kiao. P. 20

44. Yao Wen-yuan. P. 15

45. P.I. n° 30 (1978). P. 8

46. P.I. n° 30. P. 12

47. Il est utile de se rapporter, pour étudier cette question au P.I. n° 8 (p. 8 et 9) et à «*Monnaie, salaire, commerce extérieur dans la société capitaliste, dans la société socialiste*». Alfred Eibel Editeur. Traduction d'un recueil regroupant trois brochures publiées aux Éditions du peuple de Shanghai en 1974 (lire la partie : «*Deux sociétés, deux types de salaires*». P. 89).

bourgeoisie qui, propriétaire des moyens de production, la convertit en profit. Les profits sont donc fondés sur la propriété capitaliste des moyens de production et supposent l'exploitation des travailleurs par les capitalistes. Ils reflètent l'antagonisme des classes.

● En second lieu, bien que la dictature du prolétariat socialise les moyens de production et supprime la forme capitaliste du sur travail, la plus value, la forme socialiste du sur travail - la part du travail fourni par les masses travailleuses et excédant le niveau de leurs propres besoins - n'est pas éliminée pour autant. Elle subsiste et détermine essentiellement l'accumulation socialiste car « sans sur travail, il serait impossible d'entreprendre la reproduction socialiste et de répondre aux besoins de l'Etat et de la société sous divers domaines. Et il serait encore plus impossible de poursuivre l'édification socialiste et de maintenir la dictature du prolétariat ». (48) En effet, dans la mesure où le développement de l'économie socialiste ne peut pas, comme le font l'impérialisme et le social-impérialisme, compter sur l'exploitation à l'intérieur et sur le pillage et l'agression à l'extérieur, elle doit s'appuyer exclusivement sur l'accumulation réalisée à l'intérieur du pays et sur le principe de compter sur ses propres forces.

En d'autres termes le sur travail sur lequel se fonde l'accumulation socialiste « reste indispensable pour l'état prolétarien et pour l'intérêt d'ensemble et à long terme de la classe ouvrière et des autres travailleurs ». (49)

La règle économique du profit réalisé par l'unité de production et versé à l'Etat signifie sous dictature du prolétariat qu'une fraction du produit social n'est pas remise aux producteurs... Pour être plus précis, la question du profit renvoie à la question de l'accumulation socialiste ou encore à celle de la répartition socialiste de la totalité du produit social (richesses créées par le peuple travailleur)

Marx a examiné cette question dans la « critique du programme de Gotha » et il indique que, dans cette répartition de la totalité du produit social, il faut d'abord défalquer le fonds d'accumulation : « première-

ment : un fonds destiné au remplacement des moyens de production usagés ;

Deuxièmement : une fraction supplémentaire pour accroître la production ;

Troisièmement : un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc ».

Et sur la partie restante destinée au fonds de consommation, il faut encore retrancher : « Premièrement : les frais généraux d'administration qui sont indépendants de la production ;

Deuxièmement : ce qui est destiné à satisfaire les besoins de la communauté : écoles, installations sanitaires, etc.

Troisièmement : le fonds nécessaire à l'entretien de ceux qui sont incapables de travailler, etc ». (50)

Et ce n'est qu'après avoir opéré les défalcons précédentes sur la totalité du produit social qu'on peut aborder le problème de la répartition individuelle des biens de consommation (salaires, etc...)

Pourquoi faut-il opérer ces défalcons sur la totalité du produit social ?

Pourquoi ce qui est attribué à l'ouvrier sous la forme du salaire ne représente qu'une partie de la totalité du produit social ?

C'est que :

a) cela correspond aux besoins de développement de l'économie socialiste, de consolidation de la dictature du prolétariat ainsi qu'aux besoins de la défense nationale ;

b) cela est la condition première pour élever progressivement le niveau de vie du peuple et améliorer ses conditions d'existence ;

Sans ces prélèvements, pas question de socialisme : ils correspondent aux intérêts d'ensemble et à long terme du peuple travailleur car le travail non payé, la forme socialiste du sur travail, qui permet aux unités de production de réaliser des bénéfices revient donc au peuple travailleur. (51) En effet, avec l'accumulation socialiste, « ce qui est enlevé au producteur, en tant qu'individu, il le retrouve directement ou indirectement, en tant que membre de la société ». (Marx - Critique du programme de Gotha - p. 13)

48. Voir P.I. n° 8. P. 8

49. P.I. n° 8. P. 8

50. Critique du programme de Gotha. Editions de Pékin. P. 11-12.

51. Dans « Monnaie, salaire, commerce extérieur dans la société capitaliste, dans la société socialiste » (déjà cité), il est mentionné que « le développement des équipements sociaux collectifs est également un facteur important de l'élévation ininterrompue du niveau de vie des ouvriers » (p. 111) et que « dans beaucoup d'unités, les dépenses du bien-être collectif représentent en moyenne 30 ou 40 % de la masse salariale. Le bien-être collectif constitue une part importante du revenu des ouvriers en supplément de leur salaire : c'est un germe du mode de répartition communiste ». (p. 113)

52. Dès septembre 1962, dans un article publié dans *La Pravda* : «*Plan, bénéfique, prix*», Liberman propose que «les entreprises doivent elles-mêmes, à partir des objectifs qui leur ont été fixés par le volume de la production et les articles à produire, établir entièrement le plan final, y compris en ce qui concerne la productivité du travail et le nombre de travailleurs, les salaires, le prix de revient de la production, les accumulations, les investissements et la modernisation technique. (...) On peut le faire si les entreprises ont un intérêt moral et matériel plus grand à l'utilisation complète de leurs réserves (...). On doit donc élaborer et adopter dans ce but, dans chaque branche de production, et pour une période prolongée, des normes planifiées de rentabilité (...). On est entièrement justifié à affirmer que le système proposé libérera la planification centralisée d'une tutelle tâtonnante sur les entreprises (...)». (*Recherches internationales* n° 47. 1965. p. 27). Il est utile de se reporter également à l'analyse faite par les camarades chinois des réformes économiques dans «URSS, la dégénérescence». Petite bibliothèque chinoise E. 100 (chapitre III, p. 79 à 82). De même, la revue «*Communisme*» de septembre-octobre 1974 donne une analyse de la restauration du capitalisme en URSS (p. 55 à 79).

53. B. Ilitch : «*L'utilisation des bénéfiques dans les entreprises soviétiques*». Editions de l'agence de presse Novosty. Moscou. P. 48.

54. «Les prêts bancaires prennent aujourd'hui systématiquement de l'expansion et se substituent aux dotations budgétaires pour un nombre croissant d'opérations... Or, c'est précisément sur les profits qu'ils doivent être amortis». (Egnell et Peissink. «URSS : l'entreprise face à l'État», P. 73).

En résumé, la fonction de la règle du profit en tant que méthode de gestion consiste :

— D'une part, à accroître le fonds d'accumulation c'est à dire élargir la reproduction et effectuer les amortissements (voir Marx ci-dessus)

— D'autre part, à accroître le fonds de consommation, c'est à dire maintenir et développer tous les services qui n'ont pas une production matérielle dans les différents domaines de la vie sociale (voir Marx ci-dessus).

C'est pourquoi l'enjeu politique de l'application juste de la règle du profit réalisé par les entreprises socialistes revient à la possibilité pour le parti communiste de dresser le bilan économique de ces entreprises et d'évaluer leur contribution apportée à l'état dans le cadre du plan d'état. Il s'agit pour le parti de déterminer le rythme de l'édification socialiste et de consolider la dictature du prolétariat.

2. Ensuite, cette confusion opérée par les quatre conduits à identifier le principe révisionniste du «profit au poste de commandement» et la règle du profit ou bénéfiques, méthodes de gestion socialiste :

a) le principe révisionniste du profit au poste de commandement tel qu'il est appliqué en URSS :

C'est en 1965 que Kossyguine introduit au sein du P.C.U.S. les «réformes économiques». Celles-ci ont été directement inspirées par les travaux de l'économiste révisionniste Liberman. (52)

L'essence de ces réformes est la place radicalement nouvelle donnée au profit dans tous les domaines de l'activité économique :

1) Le profit devient l'objectif fondamental de l'activité des entreprises industrielles, commerciales, agricoles.

Kossyguine, dans son discours du 27/9/1965 décide que «l'indice de bénéfique sera l'indice le plus approprié de l'efficacité des entreprises». Son adjoint M. Baibakov, président du Gosplan, est encore plus clair : «la logique de la réforme implique enfin que toutes les entreprises de toutes les branches de l'économie soient dotées de l'autonomie financière et que le souci de rentabilité soit à la base de tous leurs rapports» (*Pravda* 1/10/1968)

2) Le profit détermine la possibilité pour l'entreprise de réaliser des investissements.

Les entreprises sont tenues de compter principalement sur deux sources pour financer leurs investissements : leurs revenus propres et le crédit bancaire. Or ces deux sources sont fonction des profits que l'entreprise est capable de faire :

— Les ressources propres sont contenues dans le «fonds de développement de la production». Ce fonds se compose «des amortissements, d'une part des bénéfiques et de la somme totale du produit de la vente des équipements réformés ou superflus» (53) Le profit joue un rôle capital dans ce fonds mais aussi la vente des moyens de production (en URSS se trouve donc rétabli un marché des moyens de production puisque ces biens sont des marchandises tandis que dans le cadre de la planification socialiste, les excédents des entreprises sont reversés à l'État qui redistribue les fonds à investir en fonction de la politique du parti)

— Les crédits bancaires pour l'investissement sont aussi distribués en fonction des profits que l'entreprise est susceptible de faire. Dans son rapport du 6 avril 1971, Kossyguine déclare : «Il va de soi qu'il faut accorder de préférence des crédits aux entreprises assurant un amortissement rapide des fonds investis». Ces crédits accordés si l'entreprise peut faire des profits sont aussi remboursés par l'entreprise avec les profits qu'elle réalise effectivement. (54)

La condition indispensable pour effectuer des investissements en URSS aujourd'hui est donc de faire des profits. L'entreprise ne pourra subsister et se développer que si elle engendre par elle-même de l'argent.

3) Le profit détermine l'assortiment et la qualité de la production.

B. Ilitch écrit que le fonds de développement de l'entreprise «est destiné aux investissements ayant pour but la fabrication d'articles nouveaux». (op. cité. p.46)

4) le profit intervient dans les nouveaux règlements sur la rémunération du personnel.

Faire du profit le «levier» des revenus distribués est un des axes

des réformes en question. Dans son rapport de 1965, Kossyguine disait : «Grâce aux bénéfices, on paiera aux ouvriers et aux employés des primes non seulement pour les indices élevés de travail dans le courant de l'année, mais on leur mettra également des boni à la fin de l'année».

Donc, le profit se trouve placé au centre de l'activité des entreprises. On les jugera selon le profit qu'elles feront, elles ne pourront vivre et se développer qu'en recherchant le maximum de profit, elles choisiront les produits à réaliser en fonction des profits que ces derniers sont susceptibles de rapporter et elles rémunéreront aussi leur personnel en partie sur la base du profit.

En réalité, les réformes économiques avec pour axe le profit réintroduisent l'égoïsme d'entreprise, l'individualisme, surtout rétablissent la concurrence d'entreprises et, en dernière analyse la domination du capital sur le travail. Faire du profit le moteur de la production, c'est ne pas tenir compte de l'unité des intérêts de l'Etat, des entreprises, des individus c'est vider de son contenu de classe la planification d'Etat (satisfaction des besoins populaires), c'est oublier que la lutte des classes doit rester l'axe directeur pour la production durant toute la période de transition vers le socialisme, c'est réduire les problèmes de la construction du socialisme à la seule dimension économique.

b) la règle du profit, méthode de gestion socialiste :

Par opposition, le principe de la réalisation de profit par les entreprises socialistes ne peut s'appliquer qu'à l'intérieur du cadre d'un développement planifié et équilibré, au cours duquel est respecté l'unité des intérêts de l'ensemble, c'est à dire l'équilibre correct entre les intérêts de l'état, des entreprises, des individus. (55)

C'est pourquoi le plan d'état doit être conçu et élaboré en prenant comme axe directeur la lutte de classe, c'est-à-dire les intérêts du prolétariat et de ses alliés :

— premièrement, l'accumulation socialiste a pour but, comme on l'a vu, de satisfaire les besoins toujours croissants de l'état et du peuple et non uniquement de rechercher le profit pour le profit ;

— deuxièmement, la possibilité même de la réalisation du profit par les entreprises doit être strictement définie par le plan d'état selon le principe «*le plan d'abord, les prix ensuite*». En effet, le profit ou le bénéfice dans une entreprise socialiste, c'est la différence entre le prix de vente — fixé par l'état en tenant compte du coût de production et des critères politiques — et le prix de revient. Ce bénéfice est versé de toute façon à l'état dans sa totalité : c'est au niveau de la société toute entière et selon des critères politiques que sera décidé comment il sera réparti. Le profit n'est donc pas le moteur des activités de l'entreprise. On ne produit pas pour le profit mais pour satisfaire les besoins du peuple. Le principe «*le plan d'abord, les prix ensuite*» s'oppose à ce que le profit soit mis au poste de commandement. (56) «*pour assurer l'intérêt de l'ensemble, les prix de vente de certains produits sont parfois fixés à un niveau très bas et peu rentable, et on peut même permettre, en certains cas de produire à perte*». (Pi n°8. p.9)

Est ce à dire que l'on doit gérer à perte les entreprises socialistes et ne pas se préoccuper de ce «grave» problème ? «*Ce principe exige en second lieu que nous fixions des prix rationnels de façon qu'ils stimulent la réalisation des plans (...) Aussi les prix constituent-ils un instrument important de notre économie planifiée que nous devons savoir utiliser. Dans le passé, les quatre ont interdit de parler des bénéfices (...)*». (57)

En conséquence, cette différence établie entre profit révisionniste et profit réalisé par les entreprises socialistes met en évidence le fait que la planification socialiste élaborée, dirigée et contrôlée par le parti communiste, dès l'instant où elle se fonde sur la ligne de masse — partir des masses pour revenir aux masses — peut, et, seulement à cette condition, considérer l'unité des intérêts de l'état, des entreprises, des individus. Sous la dictature du prolétariat, l'application de la ligne de masse ligne fondamental du parti (58) est la garantie politique à la fois d'une planification économique unifiée et équilibrée et d'une participation active des masses à la gestion, c'est à dire à l'élaboration et au contrôle du plan d'état.

55. Il est utile, pour étudier cette question, de se reporter aux P.I. n° 45, 46, 47 : «*Se conformer aux lois économiques pour accélérer les quatre modernisations*».

56. «*Ce principe exige en premier lieu que nous élaborions des plans en fonction des besoins de la société*». P.I. n° 46, P. 19

57. P.I. n° 46. P. 19

58. «*La ligne de masse, c'est la ligne fondamentale du parti, et la participation des masses à la gestion est un système fondamental du socialisme*». (Huaio Guofeng : «*Conférence nationale sur les finances et le commerce*. P.I. n° 30 (1978). P. 14.

Ainsi, selon le PCC, la condition pour que cette règle du profit ne corresponde pas à une application opportuniste, c'est placer la politique prolétarienne au poste de commandement dans l'application même des lois économiques afin de lutter également contre la déviation droitiste («*empirisme*», «*économisme*») et contre la déviation gauchiste («*dogmatisme*», «*subjectivisme*») qui, toutes deux, opposent de façon unilatérale la politique et l'économie, ne conçoivent pas leur nécessaire complémentarité et engendrent une ligne révisionniste :

— la déviation économiste, en mettant en avant les lois économiques conduit au niveau du parti à relâcher les efforts sur le plan politico-idéologique, à perdre de vue l'orientation socialiste conditionnée par une planification d'état équilibrée des intérêts de l'ensemble, et détourne de la nécessité de prendre la lutte de classes comme axe dans tous les secteurs d'activité et de vie des masses ;

— la déviation subjectiviste, elle, ne se conformant pas aux lois économiques objectives et, pour cela, à l'étude des conditions de leur application sous dictature du prolétariat, mène le parti à proposer des mots d'ordre et à imposer arbitrairement des directives sans appliquer strictement la ligne de masse, c'est-à-dire sans se soucier de la vie des masses populaires, de leur intérêt matériel et culturel et cela au nom de la lutte des classes... (59).

C'est en ce sens que le camarade Hua Guofeng (Houa kouo-feng) dans son discours à la conférence nationale sur le commerce et les finances en juillet 1978 invitait l'ensemble du parti à «*maintenir fermement les concepts du marxisme concernant la politique, la production et les masses*». (60)



«*Le président Mao nous enseigne constamment qu'il faut prêter attention au fait qu'une tendance en couvre une autre (...). La société socialiste s'étend sur une période historique assez longue et tout au long de cette période, les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes continuent d'exister, de*

même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste (...). En tant que reflet de ces contradictions, la lutte entre les deux lignes au sein du parti se poursuivra pendant longtemps, elle se produira encore dix fois, vingt fois, trente fois (...)». (Zhou Enlai. Rapport politique au X^e congrès du PCC. Editions de Pékin. P. 20).

Comme l'ensemble de cette étude s'est efforcé de le montrer, il n'est pas possible d'analyser la question du profit et de sa juste application dans le cadre de la gestion socialiste, sans la rapporter, dans la période de la fin 1976 à la fin 1978, à la onzième lutte de lignes qui a porté, comme on l'a examiné, sur la nécessité du renforcement de la dictature du prolétariat par la modernisation socialiste.

Deux questions «complexes» (61) restent néanmoins posées. Elles concernent les critères politiques mis en avant dans la façon de répartir les bénéfices d'entreprises versés à l'État : le maintien d'une voie socialiste exige, comme l'une de ses conditions, une répartition équilibrée de ces bénéfices par le plan d'État, lui-même conçu selon la ligne du parti :

1. *Comment le plan unifié d'État élaboré et contrôlé par le parti va-t-il déterminer dans la part du profit réalisé par l'unité de production ce qu'il attribue à l'autorité centrale et ce qu'il attribue à l'administration locale, ce qu'il attribue à l'État et ce qu'il attribue à l'entreprise locale ?*

La question de cette répartition est à l'origine de l'une des contradictions au sein du peuple à résoudre comme l'avait déjà indiqué en 1957 Mao Zedong en recensant les problèmes rencontrés au cours de l'édification économique d'un pays sous dictature du prolétariat (62) : «*Pour la résoudre, nous devons maintenant veiller à étendre un peu le pouvoir des administrations locales, à leur accorder plus d'autonomie et à les autoriser à plus d'activité, à condition de renforcer la direction unique des autorités centrales (...). Pour consolider leur pouvoir, les autorités centrales doivent tenir compte des intérêts régionaux*» (63). En effet, «établir un rapport correct entre les autorités centrales et les administrations loca-

59. P.I. n° 46. P. 23

60. P.I. n° 30 (1978). P. 10

61) *Mao Tsé Toung* «De la juste solution des contradictions au sein du peuple» I. p. 105 in *Quatre essais philosophiques*. Edition de Pékin

62) *Mao Tsé Toung* mentionne cette contradiction dans «De la juste solution des contradictions au sein du peuple» (I p. 91 *idem*)

63) *Mao Tse Toung* analyse cette contradiction dans «Sur les dix grands rapports» à la partie V (p. 315) Tome V des œuvres complètes de Mao Tsé Toung. Edition de Pékin

les, voilà un problème d'une haute importance pour un grand pays et un grand parti comme les nôtres» surtout si l'on considère que dans le règlement de ce rapport «notre expérience est insuffisante, elle n'est pas encore mûre» (64).

La presse actuelle du parti rappelle cette contradiction dans les mêmes termes : «*En renforçant la gestion planifiée, nous nous heurterons sans doute à des contradictions entre les autorités centrales et les administrations locales, entre les différents départements, et entre l'État et les entreprises (...). Or, nous avons l'obligation et la possibilité de leur trouver une solution si nous partons du principe de la planification d'ensemble. Dans ce domaine, nous devons certes donner libre cours à l'initiative des localités ; sinon nos plans ne sauraient représenter les besoins du peuple de tout le pays et, pas conséquent ils perdraient leur efficacité. Mais les projets des localités doivent obéir à l'intérêt d'ensemble de l'État*» (65).

2 — Comment le plan unifié d'État élaboré et contrôlé par le parti va-t-il déterminer dans le profit réalisé par l'unité de production la répartition entre le fonds d'accumulation et le fonds de la consommation, c'est-à-dire la part qui revient à la production et celle qui revient aux travailleurs en tant que bien être collectif ?

La question de cette répartition est également l'une des questions «complexes» que le parti communiste a à résoudre au cours de la période de transition. Déjà Marx s'était attaché à distinguer la production pour les besoins sociaux en tant qu'elle détermine la nature socialiste de l'accumulation et la production pour le profit en tant qu'elle détermine la nature capitaliste d'une accumulation selon laquelle : «... c'est le profit et le rapport entre le profit et le capital utilisé, donc un certain niveau du taux de profit, qui décident de l'extension ou de la limitation de la production au lieu que ce soit le rapport de la production aux besoins sociaux, aux besoins d'être humains socialement évolués...» (Le Capital Tome VI P. 271. Editions sociales).

De même, Mao Zedong en 1957 recensa cette question comme l'une

des contradictions au sein du peuple à résoudre dans la tâche de l'édification économique du socialisme (66) : «*De nouvelles contradictions demandent à être résolues. Par exemple, les contradictions entre la production et les besoins de la société, qui continueront à exister pendant une période prolongée comme une réalité objective, demandent à être réglées par les plans d'État suivant un processus constant de rajustement. Dans notre pays, on dresse chaque année un plan économique afin d'établir une proportion appropriée entre l'accumulation et la consommation, et de parvenir à un équilibre entre la production et les besoins de la société. Cet équilibre n'est autre qu'une unité passagère et relative des contraires*» (souligné par nous. De la juste solution des contradictions au sein du peuple. I. P. 106. Quatre essais philosophiques. Editions de Pékin). D'ailleurs, «... l'établissement d'une juste proportion entre l'accumulation et la consommation constitue un problème complexe auquel il n'est d'ailleurs pas facile de trouver d'emblée une solution parfaitement rationnelle» souligné par nous. Idem P. 105).

Par conséquent, ces questions complexes que le PCC doit s'efforcer de résoudre restent nécessairement des questions ouvertes sur lesquelles nous devons nous-mêmes nous interroger puisque contradictions au sein du peuple dans la période prolongée de transition, elles peuvent devenir antagoniques si elles ne sont pas correctement résolues : «*Dans les conditions habituelles, les contradictions au sein du peuple ne sont pas antagoniques. Cependant, elles peuvent le devenir si on ne les règle pas d'une façon correcte ou si l'on manque de vigilance et tolère l'insouciance et la négligence*» (idem P. 99). Toutefois, la résolution de ces contradictions ne peut être que le résultat de la lutte, au sein du parti, entre les deux voies, laquelle porte, entre autres, sur la nature de l'accumulation car le danger d'une restauration du capitalisme existe pendant toute la période historique du socialisme. C'est là l'enseignement majeur de la théorie de la continuation de la révolution sous dictature du prolétariat (67) que Mao Zédong a élaborée et développée en profondeur

64) *Idem*. p 316 et 318

65) *PI n°46 (78) — p. 16*

66) «*Notre gouvernement populaire est l'authentique représentant des intérêts du peuple et au service de celui-ci mais entre lui et les masses il y a également des contradictions. Ce sont notamment celles qui existent entre les intérêts de l'état, de la collectivité d'une part et ceux de l'individu de l'autre, entre la démocratie et le centralisme, entre les dirigeants et les dirigés, entre certains travailleurs de l'état qui pratiquent un style de travail bureaucratique et les masses populaires. Ce sont là des contradictions au sein du peuple*» in *Quatre essais philosophiques p.91 — De la juste solution des contradictions au sein du peuple — souligné par nous —*

67) *On doit relire attentivement le commentaire de Hua Guofeng sur l'étude du Tome V des œuvres complètes de Mao Zedong : «Poursuivons jusqu'au bout la révolution sous la dictature du prolétariat» (Pékin 1977) afin de mieux s'assimiler cette théorie.*

Formulée par Mao Zedong en 1962, par le parti pendant toute la période historique du socialisme, elle s'énonce comme suit : «La société socialiste s'étend sur une assez longue période historique au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte des classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, de même que le danger d'une restauration du capitalisme. Il faut comprendre que cette lutte sera longue et complexe, redoubler de vigilance et poursuivre l'édification socialiste. Il faut saisir et résoudre correctement les problèmes concernant les contradictions de classes et de classes, distinguer d'une part les contradictions au sein du peuple, puis leur donner une juste solution. Sinon un pays socialiste comme le nôtre se transformera en son contraire : Il changera de nature et verra la restauration du capitalisme.

au cours de la pratique de la révolution chinoise et qui a guidé la «Grande Révolution culturelle prolétarienne». Selon Hua Guofeng, «cette théorie constitue la contribution la plus importante que le président Mao ait apportée au marxisme dans la période de la révolution et de l'édification socialiste. C'est le fondement théorique de la ligne fondamentale du parti pour toute la période historique du socialisme et le phare qui éclaire notre travail dans tous les domaines (...)» (souligné par nous. Discours à la conférence nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie le 9 mai 1977. P. 3 Edition de Pékin).

Dans le cadre de cette première étude portant sur la règle du profit à laquelle il faut, entre autres, se conformer pour accélérer les quatre modernisations, nous avons constaté que l'application de cette règle durant la période de transition, pouvait conduire soit à une accumulation capitaliste comme en URSS si les contradictions nouvelles qu'elle engendre n'étaient pas réglées de façon correcte et sans la vigilance politique du parti, soit à une accumulation socialiste comme en République populaire de Chine si, au contraire, le parti veillait à promouvoir une gestion à la fois centralisée et équilibrée qui prenne également en compte, à l'occasion de la répartition des bénéfices versés à l'État par les unités de production, les intérêts de l'État, des entreprises et des individus autrement dit le bien être populaire ou la satisfaction des besoins sociaux, but de l'accumulation socia-

liste. Aussi, cette question de la juste application ou non de la règle du profit comme méthode de gestion économique, sous dictature du prolétariat, reste nécessairement ouverte, puisque comme le rappelait récemment Hua Guofeng, dans un discours à la conférence nationale sur le travail politique dans l'armée : «Dans la nouvelle période de développement la principale contradiction intérieure, c'est toujours celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie, la voie capitaliste à la voie socialiste» (souligné par nous. PI N° 24. P. 8). D'ailleurs, il en est ainsi pour tous les secteurs d'activité du pays sur lesquels le parti exerce sa direction politique, durant la période historique du socialisme dans le sens des trois mouvements révolutionnaires menés de front (68), c'est-à-dire la lutte de classe, la lutte pour la production, la lutte pour l'expérimentation scientifique.

C'est ce que cette analyse de la question du profit, rapportée à la situation concrète de la République populaire de Chine, s'est efforcée de montrer en examinant et en soumettant à la discussion des marxistes-léninistes les thèses exposées publiquement par le parti communiste chinois : nombre de questions restent sans doute ouvertes et à débattre dans la mesure où, au cours de cette «nouvelle longue marche» du peuple chinois, celle de la quadruple modernisation, de nouvelles contradictions naissent et exigent d'être résolues par le parti communiste chinois suivant un «processus constant de rajustement».

Dès maintenant, nous devons parler de cette question, jour après jour, mois après mois, année après année, afin d'en avoir une compréhension suffisamment claire et suivre une ligne marxiste-léniniste».

(souligné par nous. Cité par les Editions de Pékin. Conférence nationale pour s'inspirer de Taking dans l'industrie. P.3).

68) Il faut étudier : «Mener les trois mouvements révolutionnaires de front : ligne générale pour la période» dans P.I. N° 17 (1978).